

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plérin, le 05/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS BEUREL Environnement

Rue Becquerel
Parc d'activité La Tourelle
BP 30459
22400 Lamballe-Armor

Références : 2025.102
Code AIOT : 0005516581

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement SAS BEUREL Environnement implanté Le Pont Pin 22120 Yffiniac. L'inspection a été annoncée le 19/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection inopinée a été menée suite à la plainte déposée par la mairie le 06/02/2025, signalant un problème de hauteur de stockage de béton broyé.

Par ailleurs, un porté à connaissance concernant la rubrique 2711-2 a été déposé en novembre 2024 pour une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

L'inspection s'inscrit également dans le cadre du suivi de la campagne relative à l'application de l'arrêté du 20 juin 2023 sur l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées sous régime d'autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS BEUREL Environnement
- Le Pont Pin 22120 Yffiniac
- Code AIOT : 0005516581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BEUREL Environnement exploite sur le site : une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI), une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux Amiante lié (ISDND Amiante) ainsi qu'une station de tri-transit de produits minéraux, de déchets non dangereux inertes et DEEE. Elle est autorisée par arrêté préfectoral du 20 octobre 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Caractéristiques générales des rejets externes	Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 4.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Mise à jour de l'étude d'acceptabilité du milieu	Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 4.4.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	INTEGRATION DANS LE PAYSAGE	Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 6.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Broyage et concassage de déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 8.4.2.8	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 1.5.1	Sans objet
4	Contrôle des rejets	Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 4.5.1	Sans objet
7	Propreté	Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 8.5.6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
9	Prélèvements et les analyses	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence des manquements à la fois dans la gestion des hauteurs de stock et dans la conformité des rejets aqueux. En conséquence, une mise en demeure pour non-respect des prescriptions réglementaires est proposée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Information
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Un porté à connaissance concernant la rubrique 2711-2 a été déposé en novembre 2024 pour une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). L'exploitant indique que le porté à connaissance (PAC) relatif aux déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) visait une mise en conformité. Il précise récupérer un grand nombre de petits D3E intégrés aux mobiliers qu'il réceptionne. Dans ce cadre, il a contractualisé avec l'éco-organisme Écosystem pour la gestion de ces déchets. Un bac de 1 m ³ a été mis en place et a été vidé une seule fois depuis janvier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Caractéristiques générales des rejets externes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 4.4.1
--

Prescription contrôlée :

[...]

Les eaux de rejet du site respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous avant rejet au milieu naturel :

Paramètre	Concentration maximale	
	Point n°1	Point n°2
Conductivité	2500 S/cm	2500 S/cm
DCO (NFT 90-101)	30 mg/l	30 mg/l
DBO ₅ (NF EN 1899-1)	10 mg/l	10 mg/l
MES (NFT EN 872)	35 mg/l	35 mg/l
Hydrocarbures totaux (NF EN ISO 9377-2)	5 mg/l	5 mg/l
Azote global	30mg /l si flux journalier max>50kg/j	30mg /l si flux journalier max>50kg/j
Phosphore total	2 mg/l si flux de 0,5 à 8 kg/j 1 mg/l si flux > 8 kg/j	2 mg/l si flux de 0,5 à 8 kg/j 1 mg/l si flux > 8 kg/j
COT	70 mg/l	70 mg/l
AOX	1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j	1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j
Indice Phénols	0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j	0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j

SO ₄ - sulfates	250 mg/l	250 mg/l
Cl - chlorures	200 mg/l	200 mg/l
Fibres d'amiante	0 nombre de fibre/l	-
Métaux totaux dont ¹	15 mg/l	15 mg/l
Cr6+	0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j	0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Cd	0,2 mg/l	0,2 mg/l
Pb	0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j	0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Hg	0,05 mg/l	0,05 mg/l
As	0,1 mg/l	0,1 mg/l
CN libres	0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j	0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j

Constats :

L'analyse des rejets sur l'année 2024 met en évidence plusieurs dépassements des seuils réglementaires :

- Mars 2024 : Dépassements des paramètres DCO et sulfates pour les ruissellements (rejet 2), ainsi que des sulfates pour le rejet 1.
- Mai 2024 : Dépassements des paramètres MES, DCO et sulfates pour les ruissellements (rejet 2).
- Septembre 2024 : Dépassements des paramètres MES, DBO5 et DCO pour les ruissellements (rejet 2).

- Novembre 2024 : Dépassements des paramètres MES, sulfates et DCO pour les ruissellements (rejet 2), ainsi que des MES pour les lixiviats (rejet 1).

L'exploitant indique qu'une partie de ces dépassements serait imputable au mode de prélèvement, le préleveur effectuant ses mesures dans le bassin et non après le débourbeur-déshuileur, ce qui pourrait fausser les résultats.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en concentration fixées par la réglementation. Il lui appartient de prendre les mesures nécessaires pour garantir la conformité des rejets.

Ces dépassements répétés justifient la mise en demeure de l'exploitant. Il convient également de clarifier la méthodologie de prélèvement sur ce suivi.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Mise à jour de l'étude d'acceptabilité du milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 4.4.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Acceptabilité

Prescription contrôlée :

L'exploitant devra mettre à jour l'étude d'acceptabilité du milieu réalisé dans son dossier de demande d'autorisation en la complétant ainsi :

- Réalisation de mesures en amont du site afin de réaliser l'étude d'acceptabilité par rapport à des données réelles. Le nombre de mesures devra être de l'ordre de 2 ou 3 avec un pas de temps d'un mois. Le site n'ayant pas de rejet durant la période d'étiage du cours d'eau, les mesures devront être réalisées lorsque le débit du cours d'eau est le plus faible pendant la période de rejet du site ;
- Prise en compte du débit moyen annuel au lieu du QMN A5, compte tenu que le site ne rejette pas en période d'étiage ;
- Rajout de l'étude du paramètre Arsenic (As) ;
- Détermination des flux maximum de rejet pour chaque paramètre à suivre ;
- Détermination des concentrations maximales (et non des moyennes) ;
- Étude de tous les paramètres de classement du cours d'eau, même ceux pour lesquels un déclassement en amont est constaté. L'exploitant doit s'assurer que les rejets de son site n'aggravent pas la situation ;
- Prise en compte de la bonne limite de classe du cours d'eau en fonction des valeurs en amont ;

L'étude d'acceptabilité mise à jour devra être transmise à l'inspection des installations classées dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

L'étude d'acceptabilité mise à jour a été transmise à l'Inspection des installations classées en

février 2023, à la suite d'une demande de délai supplémentaire formulée par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Après analyse de l'étude d'acceptabilité transmise, plusieurs points nécessitent des précisions et des compléments.

1. Respect des classes de qualité des cours d'eau

Lorsqu'un cours d'eau est classé en Très Bon État en amont, son classement ne doit en aucun cas être dégradé vers une classe inférieure (Bon État). En particulier, les valeurs de DBO5 doivent être strictement conformes aux seuils permettant de maintenir cette qualité.

2. Prise en compte des références réglementaires et guides méthodologiques

L'étude ne fait pas référence au guide méthodologique des études de compatibilité milieu (2012), qui définit des valeurs seuils pour des paramètres essentiels (MES, DCO, NTK). De plus, les valeurs réglementaires applicables (NQE) ou issues de guides pour des polluants tels que le mercure, les nitrites, les nitrates, les cyanures, l'indice phénol et le chrome n'ont pas été prises en compte. L'absence de ces références empêche d'établir des valeurs limites d'émission (VLE) admissibles.

3. Définition des valeurs limites de rejet et état initial du cours d'eau

Lorsqu'un paramètre est déjà dégradé en amont, les valeurs de rejet doivent impérativement respecter les NQE ou les valeurs guides, sans se contenter d'un alignement sur la concentration amont dégradée. Or, l'étude actuelle suppose que VLE rejet = concentration amont, ce qui est inexact et peut conduire à des conclusions erronées.

4. Prise en compte des conditions hydrologiques défavorables

Le débit utilisé pour les calculs semble correspondre à un débit moyen sur trois mois, alors qu'il devrait être calculé en situation défavorable, conformément aux recommandations du guide méthodologique de 2012. Le site ne rejetant pas en période d'étiage, la considération de débits moyens mensuels interannuels paraît plus appropriée que le QMNA5 (un calcul par mois calendaire de rejet ou un seul calcul avec prise en compte du débit moyen mensuel le plus faible). De plus, le guide de l'Agence de l'eau (2020) préconise une simulation avec un QMNA5 -10 % afin d'anticiper les effets du changement climatique et la diminution des débits des cours d'eau.

5. Proposition d'un suivi environnemental

Aucun suivi du milieu n'a été proposé, alors qu'il serait nécessaire de faire un suivi incluant a minima :

- IBGN et IBD,
- Paramètres physico-chimiques et chimiques,
- Points de prélèvement en amont et en aval des rejets.

Il est demandé d'intégrer ces corrections et compléments à l'étude afin d'assurer sa conformité avec les exigences réglementaires et environnementales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Contrôle des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 4.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance
Prescription contrôlée : [...] Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 4.4.1 et 4.4.2.2 doit être effectuée au niveau des 2 points de rejet (point 1 et point 2) identifiés à l'article 4.3.6 chaque trimestre par un organisme agréé par le ministre en charge de l'environnement selon les méthodes de référence précisées par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur. [...] L'exploitant procédera également à un relevé mensuel des volumes rejetés depuis chaque bassin dans le ruisseau de la Touche.
Constats : L'exploitant respecte l'obligation de mesures trimestrielles des concentrations des polluants aux points de rejet 1 et 2. Ces analyses ont été réalisées par un bureau d'étude extérieur. Concernant le suivi mensuel des volumes rejetés, l'exploitant a mis en place un dispositif de suivi des deux débitmètres, incluant : <ul style="list-style-type: none">• Une alarme de rappel pour la collecte des données,• Une prise de photos des relevés,• Un enregistrement des données dans un tableur. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté ce tableau de suivi, attestant de la traçabilité des mesures effectuées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les merlons paysagers ceinturant le site doivent être conservés et entretenus. Les stocks de produits minéraux et de déchets en transit et de déchets de minéraux valorisés ne doivent pas dépasser 4 m de hauteur.
Constats :

Lors de l'inspection, plusieurs constats ont été faits concernant l'intégration paysagère et la gestion des stocks sur le site :

- Dépassement de la hauteur des stocks : Un stock de déchets de béton en attente de broyage a fait l'objet d'une plainte en février 2025 concernant un dépassement de la hauteur maximale autorisée de 4 mètres. Toutefois, le jour de l'inspection, ce stock atteignait environ 2,5 mètres. L'exploitant a précisé que le broyage des déchets de béton était réalisé à 50 %, ce chantier étant une opération annuelle.
- Stockage des granulats à améliorer : Les granulats issus du broyage sont actuellement stockés gravitairement le long du front de remplissage du stockage de déchets non dangereux, entraînant un dépassement de la hauteur limite de 4 mètres.
- Dégradation de la haie paysagère : La haie située le long de la voie du pompier est en mauvais état, compromettant l'intégration paysagère du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral, l'exploitant doit :

1. Optimiser la gestion des stocks en mettant en place un suivi au tonnage, afin d'éviter toute accumulation excessive de déchets de béton en attente de broyage.
2. Revoir l'organisation du stockage des granulats afin de respecter la hauteur maximale de 4 mètres et d'éviter tout débordement le long du front de remplissage.
3. Entretenir la haie bordant la voie du pompier afin de restaurer son rôle d'écran paysager et d'assurer une meilleure intégration visuelle du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Broyage et concassage de déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 8.4.2.8

Thème(s) : Risques chroniques, Poussières

Prescription contrôlée :

Seuls les déchets admis au niveau de l'alvéole n°2 peuvent faire l'objet d'un traitement par broyage ou concassage. Ce traitement doit être effectué de façon qu'il limite les envols de poussières. À ce titre, l'installation de broyage de déchets inertes doit être munie, en cas de besoin, de dispositifs permettant de collecter, canaliser ou de rabattre autant que possible les émissions de poussières.

L'installation doit être conçue pour réduire au maximum les émissions de poussières lors des opérations de chargement / déchargement. Les chantiers et stocks de matériaux susceptibles d'être à l'origine d'émission de poussières sont arrosés autant que nécessaire, et notamment en période de sécheresse afin qu'ils ne soient pas à l'origine d'émission de poussières. La hauteur de chute des matériaux devra notamment être aussi réduite que possible.

<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, le chantier de concassage était à l'arrêt et l'équipement absent du site. L'exploitant a précisé que les opérations de broyage ont lieu uniquement en semaine et que la broyeuse est équipée d'un humidificateur pour limiter les envols de poussières.</p> <p>Concernant la méthode de stockage, le concassage est réalisé en hauteur, sur la ligne de front. Les granulats produits sont ensuite poussés gravitairement le long du stockage de déchets inertes, ce qui augmente le risque de dispersion des poussières ainsi que les risques de chute de matériaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit améliorer la gestion du stockage des granulats, en évitant leur poussée gravitaire le long du stockage de déchets inertes, afin de réduire les envols de poussières et les risques de chute de matériaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 7 : Propreté

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 8.5.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Envol</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux et les équipements doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment les voies de circulation pour éviter les amas de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières et présenter les garanties correspondantes. Les éléments légers qui se seront dispersés dans et hors de l'établissement doivent être régulièrement ramassés.</p> <p>Les voies de circulation doivent être dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, des déchets ont été retrouvés dans la rivière longeant le site. L'exploitant a précisé qu'il met en place des rondes quotidiennes pour le ramassage des déchets.</p> <p>Par ailleurs, aucun amas de poussière n'a été constaté sur le site au moment du contrôle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit renforcer la surveillance et le nettoyage en bordure de la rivière afin d'éviter l'accumulation de déchets dans le milieu naturel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Liste des substances PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas fourni la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, comme requis par l'arrêté. Il a indiqué que l'élaboration de cette liste est impossible en raison de la grande diversité des déchets traités, dont il ne connaît pas les processus de fabrication.</p> <p>En conséquence, il n'est pas en capacité de déterminer quels PFAS ont pu être présents dans les déchets traités. Toutefois, il a procédé à 3 analyses mensuelles fin 2024 (sur les lixiviats et eaux de ruissellement) des substances des listes 2° et 3° de l'article 3 de l'AM du 20 juin 2023, ce qui constitue une première démarche d'identification. Les résultats saisis sur l'application GIDAF indiquent des concentrations inférieures à la limite de quantification de 0.1 µg/L, à l'exception du PFOS retrouvé dans les eaux de ruissellement du 28/10/24 et 18/12/24 en concentration légèrement supérieure (respectivement 0.14 et 0.19 µg/L). Ces concentrations sont toutefois inférieures à la limite réglementaire de 25µg/L pour ce paramètre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prélèvements et les analyses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence des analyses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p> <p>II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.</p> <p>Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :</p>

Rubrique de la nomenclature des installations classées	Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté
2660, 2661, 2760, 2790, 3410, 3420, 3440, 3450, 4713	Trois mois

[...]

Constats :

L'exploitant a respecté la fréquence d'analyse requise, avec des campagnes réalisées en octobre, novembre et décembre 2024.

Toutefois, un problème de limite de quantification a été relevé pour l'AOF sur les eaux de ruissellement d'octobre 2024. La limite atteinte a été de 10 µg/L au lieu des 2 µg/L requis, en raison d'une qualité d'échantillon insuffisante, ayant conduit le bureau d'étude à adapter sa méthode de quantification.

Type de suites proposées : Sans suite